

SÉQUENCE 1 : EUROPE ET RÉVOLUTIONS

(manuel p. 14 à 61)

En un quart de siècle, le monde européen change brutalement. L'Ancien régime, monarchique, au service de la noblesse, hiérarchique, est mis en question, attaqué, bouleversé. Il est obligé de se défendre, et même s'il semble provisoirement reprendre la main au début du XIXème siècle, ce n'est qu'un sursis : le combat entre l'ancien Régime cherchant désespérément à survivre, et le nouveau monde qui frappe à la porte est, avec la Révolution industrielle, le fil rouge du XIXème siècle.

PREMIÈRE PARTIE : LES BOULEVERSEMENTS

A) La rupture révolutionnaire en France

a) 1789-1791 : la fin de l'ordre ancien

La Révolution française n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : le pays est travaillé en profondeur par les Lumières, qui diffusent des idées d'égalité, de justice sociale, de liberté. Il n'y a pas unanimité dans ces idées, c'est plutôt un bouillonnement, ce qui explique que la Révolution ultérieure, où il faudra adapter le réel aux idées, et les idées au réel, soient si bouillonnantes.

Mais le changement n'est pas que dans le monde des idées, de la littérature, de la philosophie. Économie et société sont aussi en mutation.

- **La prise de conscience du retard progressif sur l'Angleterre.**

L'Angleterre est pour les Français urbains, cultivés, bourgeois et nobles un modèle.

✓ Le roi y a perdu son pouvoir absolu, au profit d'un parlement représentant les élites et les privilégiés, où noblesse et bourgeoisie sont profondément liés.

✓ La liberté de pensée, d'expression, d'édition est nettement plus importante qu'en France.

✓ La Révolution industrielle est en route depuis qu'en 1702, la Grande-Bretagne a interdit l'importation du textile indien. Les Indes étaient jusque-là le grand fournisseur de textiles de coton du monde. Interdire l'importation de ces tissus signifie clairement que la Grande-Bretagne ne sera plus une nation de commerçants, mais une nation de producteurs : les tissus seront fabriqués sur place. Cela aura des conséquences sur l'équilibre du monde tout entier : pour éliminer le concurrent indien et récupérer la matière première (le coton), la Grande-Bretagne va être obligée de mettre la main sur l'Inde, et d'en contrôler les accès.

Pour des raisons politiques, idéologiques, économiques, l'Angleterre est donc un exemple, et une partie de la bourgeoisie et des intellectuels désireux de changement pensent qu'il suffira de suivre cet exemple : alliance entre la noblesse évoluée et la bourgeoisie désireuse de changement, mise en place d'une monarchie constituante, installation d'un régime dur aux pauvres, (car « la joyeuse Angleterre » c'est aussi un exode rural accéléré et la mise au travail industriel dans des conditions extrêmes), et favorable aux propriétaires fonciers et industriels.

- **Mais le modèle anglais est-il si adaptable ?**

L'Angleterre n'est pas la France.

✓ La noblesse est divisée entre une partie soucieuse de suivre un modèle proche de l'Angleterre, et une partie qui au contraire s'est resserrée sur ses privilèges, et refuse tout changement.

- ✓ La paysannerie est nombreuse. L'exode rural n'a pas vraiment commencé. Cette paysannerie nombreuse n'est pas unie : il y a différentes catégories, entre les journaliers précaires, les petits tenanciers vivant, les coqs de village qui s'enrichissent et s'ouvrent à la commercialisation de leurs produits. Mais il y a des revendications communes : le refus des seigneurs et de leurs prélèvements, alourdis au fur et à mesure que les seigneurs s'appauvrissent, la soif de terres, accaparées par l'Église, les nobles, mais aussi de nouveaux propriétaires : les bourgeois des villes, encore plus âpres au gain que les nobles et les religieux.

Le monde des villes est remuant, pénétré par la diffusion des Lumières.

- **Le point de départ est une crise financière et politique de la monarchie.**

La convocation des États-Généraux, qui implique le recueil des doléances dans tout le pays, pour obtenir la levée de nouveaux impôts est le point de départ d'un mouvement massif, spontané, qui prendra tout le monde de court.

Le recueil des doléances est l'occasion de débats dans tout le pays. Les doléances sont d'abord recueillies à l'échelon local (le village, la paroisse), puis on élit un représentant qui ira porter les doléances à l'échelon supérieur. On entre ainsi dans tout le pays dans une culture politique décisive : l'apprentissage du débat, l'élection de représentants.

- **S'enclenche ensuite une succession de moments révolutionnaires imprévus**

L'originalité de la Révolution française est cet enchaînement d'événements qui remettent en jeu régulièrement, les consensus précédents.

Au début, les représentants élus aux États Généraux dynamitent le système politique : les États Généraux ouvrent le 5 mai, sans que les choses avancent. Mais le 17 juin, les députés du Tiers-État se proclament « Assemblée Nationale, » donc représentant de la Nation, et détenteurs de la souveraineté nationale. Le 20 juin, c'est le serment du Jeu de Paume : les députés du tiers État et une partie des députés de la Noblesse et de l'Église jurent de ne pas se séparer tant qu'ils n'ont pas rédigé une Constituante, c'est à dire mis fin au pouvoir absolu du roi.

En 3 jours, le système politique a basculé.

Tu as sûrement déjà vu cette étude (le tableau n'a jamais été terminé, pour des raisons politiques) très connue du peintre David sur le serment du Jeu de Paume. La mise en scène montre la rupture qui vient de se faire.



Elle met en avant l'unanimité des participants, l'enthousiasme (on se prend dans les bras, on lève les bras au ciel). La lumière qui tombe sur le centre de l'Assemblée rappelle les peintures religieuses, quand Dieu envoie sa grâce, et les rideaux volent au grand vent de la liberté qui se lève. Tout cela se fait sous le regard du peuple, perché sur la fenêtre et la balustrade en haut et à droite.

À partir de ce moment, les événements se bousculent, parce que, contrairement à l'Angleterre, d'autres acteurs entrent en jeu. C'est une particularité de la France jusqu'à nos jours. Si en Angleterre, les changements politiques avaient été maîtrisés par les nobles et la bourgeoisie, qui ont pris le pouvoir politique, en France, des directions nouvelles sont prises.

La Révolution Française est un moment d'ouverture extraordinaire, un moment où tout semble possible, parce que l'on va vers l'inconnu. C'est à la fois exaltant, angoissant. Or le XVIIIème siècle est un siècle où les émotions jouent un rôle fondamental, où on aime pleurer, rire, s'exalter. C'est ce qui explique que la Révolution Française marque tant les esprits, partout dans le monde. Il y a peu de moments, en effet, où on ait eu autant l'impression que tout était possible.

Quels sont ces autres acteurs qui vont s'inviter, sans qu'on les en ait vraiment priés, au banquet de la révolution politique ?

• Les gens des villes

Ils joueront un rôle essentiel à Paris, même si les autres villes suivent aussi de près ce qui se passe. Ce sont beaucoup de petits artisans (par exemple, les gens du Faubourg St Antoine à Paris qui sont principalement menuisiers), nombreux à Paris pour répondre aux besoins des consommateurs privilégiés. Ce sont aussi des marchandes en plein air, des petits boutiquiers... L'instruction s'est développée en ville, les débats y sont nombreux, en particulier dans les cafés qui se sont ouverts depuis le début du siècle : dans ces établissements qui servent le café, la boisson chaude qui se popularise tout le long du XVIIIème siècle, on peut aussi lire la presse, jouer aux échecs, débattre, et leur clientèle se diversifie. Ces Parisiens s'impliquent directement dans le jeu politique : ce sont eux qui décident de prendre la forteresse de la Bastille le 14 juillet, ce sont eux qui décident de s'armer, ce **sont** les femmes qui en octobre 1789 montent à Versailles pour aller chercher « le boulanger, la boulangère, et le petit mitron » (le roi, la reine, et le dauphin). Ils et elles fréquentent les « clubs », c'est à dire des espaces ouverts où se réunissent les habitants du quartier, les députés, pour débattre et voter des motions à transmettre à l'Assemblée. Ils lisent la multitude de journaux et feuilles de presse quotidiennes qui tiennent informés les habitants en temps réel des débats et décisions prises.



EXERCICES

Exercice n°1 : Lis le texte 1 p.22

- Qui monte à Versailles depuis Paris ?
- Quelles sont les revendications ?



Je suis le véritable père Duchesne, foutez.

L'INDIGNATION
DU
PÈRE DUCHESNE
CONTRE
L'INDISSOLUBILITÉ
DU
MARIAGE,
ET SA MOTION POUR LE
Divorce.

COMMENT, foutez, encore une femme assassinée par son mari! Cette mode-là prend bougrement.

Les femmes, en particulier, s'impliquent énormément. Dans les villes, elles jouent un rôle économique important, et ont ainsi acquis une certaine émancipation. Et les femmes sont au cœur de beaucoup de réseaux de communication.

Le Père Duchesne est un exemple de ces journaux, écrits par une seule personne, qui sont non des journaux d'information, mais des feuilles politiques, et qui fleurissent dans les grandes villes. Le Père Duchesne est un journal très radical, et ses prises de position extrémistes l'enverront à la guillotine, un peu plus tard. Mais il est très lu et influent à Paris. Tu vois qu'il s'intéresse à ce que nous appellerions une question « sociétale » : le droit au divorce, et prend la défense des femmes. La Révolution Française est aussi un moment d'espoir de changement dans la société.

• Les campagnes

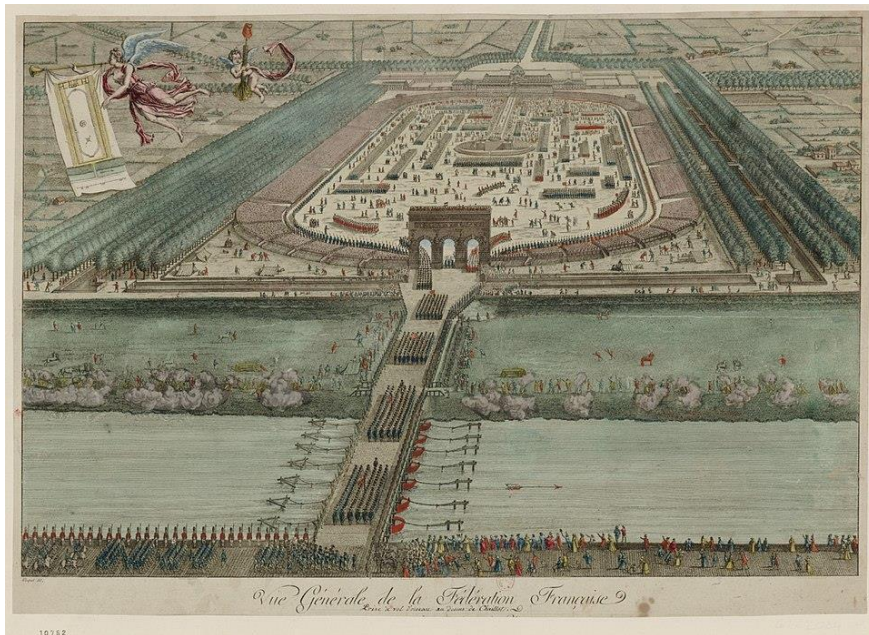
Leurs habitants sont moins bien informés que les habitants de Paris, mais ils ne se tiennent pas à l'écart : quand ils vont à la ville, ils s'informent. Et il y a toujours des colporteurs, des cousins montés à la ville. Mais ils ont leur propre investissement, leurs propres revendications. En juillet 1789, ils s'attaquent aux châteaux, pour détruire les registres où sont inscrits leurs taxes et impôts. Pour mettre fin à cet embrasement, le 4 août, l'assemblée Nationale vote la fin des privilèges.

Le changement n'est donc pas limité au pouvoir politique, il s'élargit aux rapports sociaux. Et c'est l'intervention brutale des citoyens eux-mêmes qui a permis cet élargissement. Cela sera pendant deux siècles la particularité des rapports au politique et au pouvoir des Français : on ne se contente pas de voter et d'abandonner ensuite la politique aux « professionnels ». Tout citoyen est légitime à donner son avis et à manifester s'il considère que ses représentants élus ne respectent pas leurs promesses.

Mais quel nouveau régime ?

À partir du moment où l'on va vers l'inconnu, les options sont nombreuses, et les débats animés. Au début de cette période, il y a un consensus : la DDHC, (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) est adoptée le 26 août sans problème. Les réformes administratives sont aussi adoptées facilement ; départements, unité des mesures (distance, poids, volume...).

L'illusion de l'unité dure jusqu'au 14 juillet 1790, date de la fête de la Fédération (et c'est pour commémorer le 14 juillet 1790, pas le 14 juillet 1789 qu'on a choisi le 14 juillet pour notre Fête Nationale). La fête de la Fédération réunit au Champ de mars une foule énorme, venue de toute la France. Tous, y compris le roi, votent le serment « à la nation, à la loi, au roi » (et l'ordre des mots a de l'importance !).



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

La Fête de la Fédération, représentée par J.B. Cloquet, en 1790.

Le champ de Mars est l'espace qui est actuellement au pied de la Tour Eiffel. Tu remarqueras qu'à l'époque, on est en pleine nature. Cet espace servait pour les manœuvres militaires. Il n'y pas encore de pont pour y accéder : on installe des planches sur des bateaux amarrés dans le fleuve. C'est une fête immense : il y a environ 400000 à 600000 spectateurs, et 100000 provinciaux qui défilent. Les travaux d'aménagement, avec l'installation des gradins, ont été faits en 15 jours, par des dizaines de milliers de bénévoles.

La première constitution est adoptée en 1791. Elle donne le cadre d'une monarchie constituante. Les plus aisés ont le droit de vote : c'est un suffrage censitaire. Ils élisent les députés, qui ont le

pouvoir législatif. Le roi détient le pouvoir exécutif, et a le droit de veto sur les lois votées par l'Assemblée Nationale.

Pour ceux qui rêvaient du modèle anglais, la Révolution peut s'arrêter. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient : une monarchie constitutionnelle et le pouvoir aux plus aisés.

Mais c'est une illusion : le roi n'a pas vraiment accepté d'avoir perdu son pouvoir absolu, une partie de la noblesse n'accepte pas la perte de ses privilèges et de ses revenus. Dès ce moment, une correspondance secrète s'établit avec l'étranger, où les rois suivent avec beaucoup d'inquiétude ce qui se passe en France : il ne faudrait pas que leurs propres peuples suivent l'exemple français !

A partir du moment où Roi et noblesse n'acceptent pas les nouvelles règles du jeu, la bourgeoisie devra se chercher d'autres alliés, au moins provisoirement, pour continuer les changements. Ces alliés possibles existent : les paysans, les artisans des villes.

Mais ils n'ont pas forcément les mêmes intérêts.

La rupture du roi avec la nation

Le roi décide de s'enfuir à l'étranger, pour rejoindre les rois étrangers. Il est reconnu et arrêté. Son retour à Paris se fait dans le silence glacé des populations qui le voient passer : jusque-là, la relation



avec le roi était forte, et le pays était sûr de sa bonne volonté et de sa bonne foi. Cette rupture modifie en profondeur le pays, et se termine par son arrestation le 10 août 1792, pour trahison.

Le retour de la berline de la famille royale, encadrée par les soldats.

Le pays vit d'autres bouleversements, d'autres ruptures. Tout semble se bousculer, et il ne faut pas oublier cette complexité et cette vitesse. Les décisions doivent se prendre très vite.

- **Le problème de l'Église se pose dès 1791**

Une constitution civile du clergé est adoptée en 1791. Les prêtres deviennent des fonctionnaires, payés par l'État, les biens du clergé sont vendus, les couvents fermés, les impôts payés à l'Église supprimés. Cela entraîne aussitôt une profonde division du clergé, entre ceux qui prêtent fidélité à l'État, (les prêtres jureurs) et ceux qui restent fidèles au pape et refusent de devenir des fonctionnaires. Mais les fidèles aussi sont partagés et déstabilisés.

- **Les campagnes sont partagées**

Si pour certains paysans, en particulier les « coqs de village » qui vont pouvoir racheter les biens du clergé mis en vente, la fin des privilèges seigneuriaux est une aubaine, d'autres sont moins heureux. C'est le cas des paysans qui s'affrontent depuis longtemps avec les bourgeois citadins ayant racheté des terres : ces nouveaux propriétaires sont bien plus exigeants que les anciens seigneurs, qui eux au moins vivaient sur place. Beaucoup regrettent aussi la dîme versée à l'Église. Car cette dîme, souvent utilisée sur place, servait à financer un instituteur, l'aide charitable aux pauvres, aux vieux... Elle a été supprimée, et rien ne l'a remplacée.

- **Les gens du peuple urbain** veulent que cela aille plus loin : ils veulent pouvoir voter aussi, mais il y a aussi des revendications sociales, économiques : la Révolution doit aussi améliorer le sort de tous.
- **Le début de la guerre**

C'est l'Assemblée qui décide de déclarer la guerre à l'Autriche, malgré l'opposition d'une partie des députés (Robespierre, St Just...), en avril 1792. Mais la guerre commence par une succession de défaites.

b) **1791-1794 : La poursuite de la Révolution**

La Convention.

L'arrestation du roi entraîne le besoin d'une nouvelle Assemblée. Elle sera élue au suffrage universel (masculin...). On l'appelle la **Convention**. Elle ne compte que des Républicains : les partisans de la monarchie constitutionnelle sont sortis du jeu. Mais ces Républicains sont partagés sur ce que doit être le nouveau régime, la nouvelle organisation de la France. On compte deux grands groupes : les Girondins partisans d'un régime plus décentralisé et opposé aux mouvements de rue. Et les Montagnards, eux-mêmes partagés entre plusieurs courants, partisans d'un pouvoir centralisé et de réformes d'égalité sociale, en appuyant les revendications des Sans-Culottes. Mais la grande majorité des députés hésite entre les différents courants, on les appelle le Marais.

La guerre s'aggrave. La France est dans une situation critique. On proclame la « Patrie en danger ». Des dizaines de milliers de volontaires s'enrôlent. Ce sont des non-professionnels, dirigés par des généraux très jeunes. Ces troupes de « gueux en haillons » remportent la première victoire sur la coalition à Valmy.



La bataille de Valmy, tableau de H. Vernet

La **République** est proclamée le lendemain de cette victoire, qui libère la France du risque de l'invasion.

L'année 1793 est une année critique. Il faut donc réagir très vite, et la Révolution se radicalise.



Regarde la carte 1 p. 14 : tu vois que la Convention est obligée de lutter sur tous les fronts.

L'exécution du roi après son procès pour trahison, le 21 janvier 1793, a réuni toute l'Europe contre la France, coupable du crime suprême pour tous ces rois. La Convention déclare la levée en masse (on dirait mobilisation, maintenant). Si les hommes habitant près de la frontière y participent volontiers, pour les paysans plus éloignés, ce n'est pas l'enthousiasme.

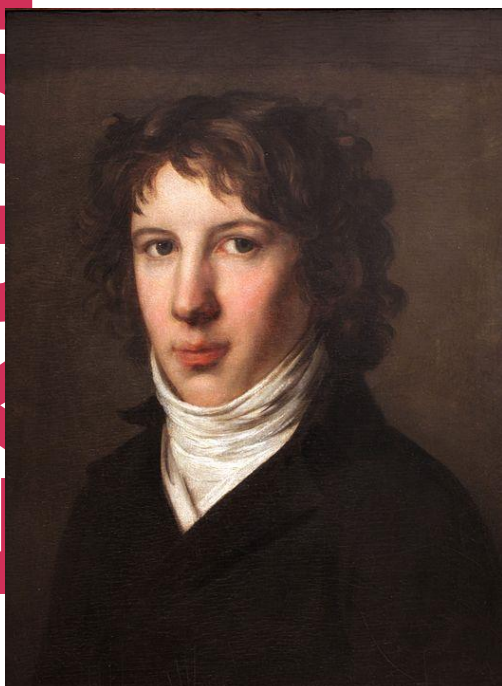
Tu vois sur la carte qu'il y a des villes, des régions qui se révoltent, pour des raisons très différentes. Nulle part les choses ne vont aussi loin qu'en Bretagne, avec le mouvement des chouans, et en Vendée, où les paysans et les nobles mènent la guerre au nom de « Dieu et le roi. »

Guerres à l'extérieur, guerres à l'intérieur. Mais il faut aussi réformer le pays, (école, langue, système métrique, nouveau calendrier, culte de l'être suprême...), assurer le ravitaillement et une certaine justice sociale, écrire une nouvelle constitution, celle de 1793, jamais appliquée, mais la plus démocratique et égalitaire qu'il y ait jamais eu, abolir l'esclavage. On ne peut qu'être impressionné par l'intensité de l'action politique. C'est le **Comité de Salut public**, un petit groupe de dirigeants montagnards, qui prend les décisions, au jour le jour, et les fait ensuite avaliser par la Convention.

Mais qui dit urgence, qui dit bouillonnement des idées, dit aussi précipitation et radicalisation. Les tièdes, ceux qui veulent freiner semblent facilement des traîtres, condamnés rapidement à mort. C'est ce qu'on appelle la **Terreur**, qui fait encore débat maintenant chez les historiens, que ce soit sur le nombre de morts, sur la culpabilité, sur le rôle de tel ou tel. Si on sait que Robespierre cherche à contrôler les choses, d'autres membres du Comité du Salut Public sont beaucoup plus extrémistes. Et quand aux généraux envoyés en Vendée, ou aux Représentants du Peuple envoyés en province, par exemple à Nantes, ils manifestent une brutalité indéniable.

Fallait-il forcément une telle brutalité pour sauver la République et la Révolution ? Y avait-il d'autres solutions ?

Ce qu'on peut dire, c'est que ces législations d'urgence ont réussi à mobiliser contre les envahisseurs étrangers, que la Vendée est battue, que des mesures économiques cherchant à améliorer le sort des plus pauvres ont été prises. Cette période ne laisse personne indifférent, encore maintenant : pour les uns, la Terreur est une période de dictature sanglante, pour les autres, c'est aussi la recherche d'un monde nouveau, de justice et d'égalité, et la seule manière de sauver la Révolution.



La victoire de Fleurus et la fin de la Vendée montrent que la Terreur n'est plus nécessaire : la République n'a plus d'ennemis.

Le IX thermidor, (mois de juillet) le Marais reprend la main. Il fait arrêter St Just et Robespierre, avec quelques autres membres du Comité du Salut Public. Ils sont guillotines dans la foulée.

Les mesures prises par le comité de Salut public sont alors en grande partie supprimées, et la « Terreur blanche » élimine les tenants des changements radicaux et les sans-Culottes.

Portrait de St Just, un très jeune (26 ans), membre du Comité de Salut Public, et très brillant orateur. La phrase « le bonheur est une idée neuve en Europe » à propos des rêves de la Révolution est une phrase qui restera dans les mémoires.

c) Le Directoire, la fin de la Révolution ?

Ceux qui auraient voulu que la Révolution s'arrête beaucoup plus tôt sont soulagés. Ils ont éliminé les radicaux, mis fin à la Terreur. Une nouvelle constitution assure le pouvoir à une minorité très aisée, qui profite de ses richesses avec soulagement. Mais malgré la répression, il ne peut éviter la montée des mécontentements et de l'instabilité. Et les hommes du Directoire sont âgés, sans charisme. Même s'ils ramènent la paix et l'ordre, cela ne fait pas forcément rêver, après ces années exaltantes et dangereuses.

Le régime est donc fragile, il a peu de soutiens. Il faut pourtant le stabiliser, si on veut vraiment garder la République et les changements qui ont permis à une nouvelle classe, la bourgeoisie d'arriver au pouvoir.

Dans cette atmosphère instable, certains se disent qu'il y a de la place pour prendre le pouvoir. Des tractations se font entre des hommes du Directoire qui veulent garder ce qu'ils ont obtenu et un jeune ambitieux : le jeune général Bonaparte.

Ce général d'origine corse est un de ces jeunes généraux, de ces hommes nouveaux qui ont pu monter très vite, grâce à la Révolution. Après avoir libéré Toulon assiégée par les Anglais, Il est parti chercher la gloire militaire d'abord en Italie, puis en Égypte.



Mais il est obligé de rentrer en France, où les perspectives lui paraissent assez sombres : il n'est plus qu'un jeune général parmi d'autres. Il accueille donc avec plaisir les propositions de coup d'État pour prendre le pouvoir. Ceux qui le lui offrent s'imaginent qu'ils tireront les ficelles. En fait, ce sera l'inverse : c'est Bonaparte qui va les mettre sur la touche.

Coup d'État des 18-19 brumaire an VIII. Le général Bonaparte au Conseil des Cinq-Cents, à Saint-Cloud. 10 novembre 1799 par François Bouchot, 1840.

Le tableau est nettement postérieur aux événements. Les choses se sont sûrement passées de manière moins théâtrale. Remarque les grandes capes rouges, drapées comme si c'était des toges : les références à l'antiquité romaine sont omniprésentes à la fin du XVIIIème et au XIXème.

Au centre, le jeune général Bonaparte, protégé par ce qu'on appellera ensuite des grognards (c'est anachronique, les bonnets des grognards datent de l'empire). Observe l'échange de regards entre le grognard de droite et le député.

En fait, l'indignation a été beaucoup moins forte : le coup d'état était préparé avec l'assentiment de certains députés.

3) Le Premier Empire : un bouleversement de toute l'Europe

a) Un régime autoritaire

Bonaparte ne s'embarrasse pas de précautions : la constitution qu'il impose en 1795 garde les apparences de la République (les symboles permettent de garantir qu'on ne reviendra effectivement pas en arrière : drapeau tricolore, hymne, calendrier...). Mais alors que le législatif jouait un rôle prédominant depuis le début de la Révolution, il perd tout pouvoir réel, ne devenant qu'une chambre d'enregistrement des décisions, lois, décrets pris par celui qui prend le pouvoir : Bonaparte, qui se donne le titre de premier consul (ce qui est une référence claire à la République romaine), puis se fait couronner empereur en 1804. Les ministres ne font qu'exécuter ses volontés, sans autonomie. Non seulement le législatif dépend de Napoléon Bonaparte pour la création des lois, mais son recrutement même dépend du pouvoir exécutif : le suffrage est certes universel, mais il ne peut qu'élire des listes composées de gens très aisés. L'opposition entre suffrage universel et suffrage censitaire, jusque-là, impliquait une plus ou moins grande ouverture sociale du corps politique. Mais là, le suffrage universel n'est qu'un alibi : la composition de la liste est aussi fermée que du temps du Directoire. Et la liste est toujours plus importante que le nombre réel de députés nécessaires : Napoléon Bonaparte fait ensuite son propre choix. On voit bien que le pouvoir de l'exécutif est encore plus fort que sous la monarchie, où les députés des États-Généraux étaient élus par les habitants. Les responsables départementaux et les maires des villes de plus de 5000 habitants sont aussi choisis par Napoléon.



EXERCICES

Exercice n°2 :

Au fait, on en est à combien de Constitutions depuis 1789 ?

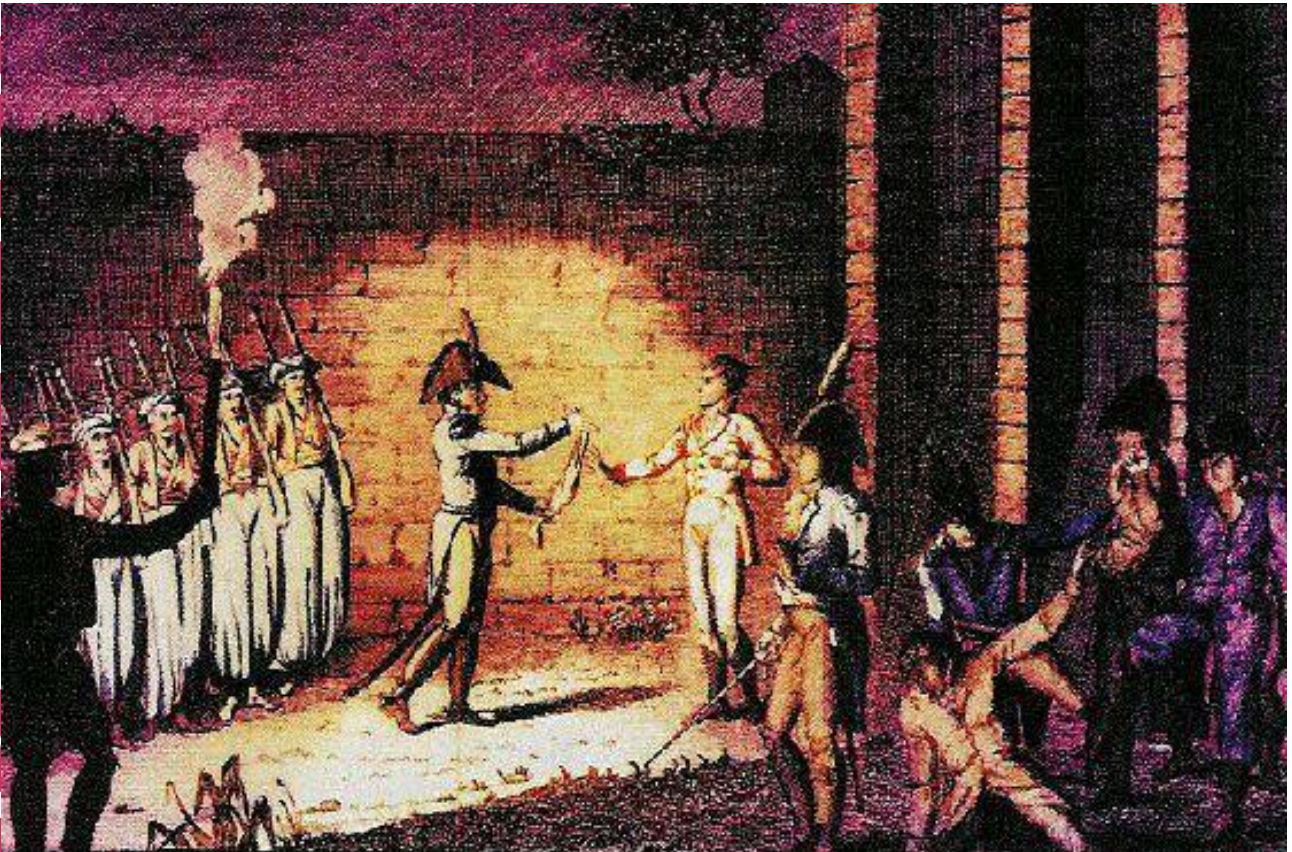
Napoléon Bonaparte s'appuie sur les aides habituels des régimes autoritaires : une police forte, omniprésente, avec le recours à la police secrète, à l'espionnage. Les correspondances sont ouvertes, la presse sous contrôle. Les condamnations à la prison, voire à la peine de mort sont fréquentes. Inversement, les fidèles sont récompensés par un nouvel ordre, la Légion d'Honneur.

Ce contrôle s'intensifie au fur et à mesure que la situation s'aggrave, après 1812.

Il est facilité par la création des préfets. Le préfet est celui qui représente l'État dans chaque département. Il est entouré par des sous-préfets, qui gèrent de manière plus quotidienne des parties du département (les « sous-préfectures »). Le pouvoir dispose ainsi d'un maillage très fin pour contrôler le territoire. Les préfets dirigent les forces de police, les espions. Ils suivent de très près les variations de l'opinion, et en informent très régulièrement le pouvoir central. Mais ils sont aussi responsables de l'application des lois et décisions du gouvernement, s'intéressent à l'économie, à l'aménagement du territoire sous leurs ordres, nomment les maires des villes de moins de 5000 habitants.

Napoléon rétablit aussi les relations avec l'Église, par la signature du concordat de 1801 avec le pape. Mais si l'Église n'est plus persécutée et reprend sa place politique et morale dans la société,

c'est au prix d'une forte dépendance envers le pouvoir politique qui paye les religieux et contrôle ce qu'ils disent. Même le pape Pie VII, en désaccord avec l'empereur, sera interné.



Le duc d'Enghien est le dernier survivant de la grande famille des Bourbon-Condé. Refugié à Bade, Napoléon l'y fait enlever en mars 1804. Ramené en France, il est aussitôt jugé et fusillé dans les fossés du bois de Vincennes. Il n'est pourtant pas particulièrement dangereux. Mais cet enlèvement et cette exécution font réagir dans toute l'Europe, et montrent à quel point Napoléon Bonaparte s'affranchit de tout respect de la loi.

b) Terminer les réformes

La révolution n'a pas été au bout des changements, pour Bonaparte. C'est lui qui la termine, mais selon ses volontés : le peuple n'est ni associé, ni consulté. Les décisions se prennent d'en haut. Ce modèle, qui était déjà celui de la monarchie absolue, sera renforcé par l'Empire,

- **Le code civil de 1804**

C'est lui qui régira la société française quasiment jusqu'à nos jours, même si de nettes ruptures ont eu lieu depuis 1965.

C'est un code patriarcal.

Tu as vu l'importance du rôle des femmes dans la Révolution française. Rappelle-toi le « Père Duchesne » : dès le 3^{ème} numéro, il revendiquait la création du divorce.



Relis les pages 26-27.

Il faut donc verrouiller toute possibilité d'émancipation. La société bourgeoise que met en place Napoléon est une société profondément inégalitaire pour les femmes, et le code civil de 1804 renferme durablement les femmes à la maison, sous la coupe de leur père, puis de leur mari.

Le code Napoléon affirme l'incapacité juridique totale de la femme mariée qui passe de la tutelle de ses parents à celle de son mari :

- Interdiction d'accès aux universités et lycées.
- Le mariage est soumis au consentement du père :
 - Pour le fils, jusqu'à 25 ans
 - Pour la fille, toujours.
 - Obligation de suivre son époux à son domicile.
- Les époux se doivent fidélité, mais pas au même degré :
- La femme adultère est passible d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.
- L'homme adultère est passible d'une simple amende, et seulement s'il amène sa concubine au domicile conjugal.
- Le divorce n'est autorisé que dans les cas suivants :
- Adultère, condamnation à une peine infamante, sévices et injure grave.
- Interdiction de signer un contrat, de gérer les biens communs.
- La femme ne peut disposer de ses biens personnels, ni les gérer sans l'autorisation de son époux, même en cas de séparation de corps
- Exclusion totale des droits politiques
- La femme ne peut accomplir aucun acte juridique
- Interdiction de travailler sans l'autorisation de son mari
- Interdiction de toucher elle-même son salaire
- Contrôle du mari sur sa correspondance et ses relations
- Interdiction de voyager à l'étranger sans autorisation
- Les filles mères et les enfants naturels n'ont aucun droit.

Ces différentes lois seront supprimées pour certaines en 1944 (les droits politiques) mais pour la plupart en 1965, pour d'autres en 1981, pour d'autres encore plus tard. Tu vois que des pratiques dans certains pays qui nous paraissent à juste titre archaïques et révoltantes étaient encore d'actualité chez nous il y a moins d'une génération...

Ce code patriarcal est aussi celui du pouvoir du père de famille sur ses fils, qui ne peuvent s'émanciper qu'après leur mariage.

Mais c'est aussi un code qui surprotège le droit de propriété, comme on le voit dans le code pénal où des infractions qui nous paraissent légères (vol de 3 pains, d'un peu de viande...) entraînent l'enfermement au bagne (tu te rappelles peut-être que c'est ce qui est arrivé à Jean Valjean, dans *les Misérables*).

L'héritage protège aussi les filiations, plutôt que, comme dans le droit anglo-saxon, où on peut léguer à qui on veut, l'aléatoire. Les tutelles sur ceux qui gèrent mal leur patrimoine sont faciles à obtenir par les familles qui se sentent lésées.

Par contre, le droit est très dur pour les pauvres, les ouvriers, les travailleurs, les vagabonds (le vagabondage était une tradition dans le monde de l'Ancien régime, où derrière ce mot de vagabonds on désignait les colporteurs, les herboristes, les travailleurs saisonniers, toutes ces personnes indispensables au fonctionnement des sociétés rurales). Grèves et syndicats sont interdits. Les ouvriers doivent avoir un livret de circulation, contrôlé par la gendarmerie.

Il n'y a pas que les femmes qui sont donc renfermées : tous ceux qui suscitent la méfiance des notables sont victimes des mêmes contraintes.

Le code civil est l'instrument indispensable qui permettra l'entrée dans une nouvelle société et une nouvelle économie, celle qui a besoin de certaines garanties et de la stabilité.

• La création de la Banque de France.

A la différence de la Grande-Bretagne ou des Pays-Bas, la France ne disposait pas d'un instrument de création monétaire. L'expérience des billets de Law, puis des assignats, avait entraîné la

méfiance des Français devant tout ce qui est monnaie papier, et explique l'attachement durable à la monnaie or. Mais pour qu'une économie moderne fonctionne, on a besoin de trésorerie, de capitaux, et donc d'émissions monétaires. Celles-ci sont assurées par la Banque de France, créée en 1800. C'est une banque de capital privé (jusque en 1946). Une monnaie est créée en 1803, le Franc germinal, ou Franc-Napoléon.



Le franc napoléon. Cette monnaie-or est d'une extrême stabilité, jusqu'en 1914. Encore maintenant, beaucoup de Français détiennent quelques « napoléons » à titre de précaution.

- **La création d'une formation des élites.**

Si le primaire intéresse peu Napoléon, il s'investit beaucoup dans la création du système secondaire. Le secondaire commence à 6 ans, et se termine par un examen créé par Napoléon, le baccalauréat, premier grade de l'Université. Le secondaire concerne très peu de jeunes, à peine 1% d'une génération. Mais les élites ne se forment plus à la maison, mais dans un cadre centralisé, contrôlé par l'état. Les programmes, et même les emplois du temps sont contrôlés par le pouvoir (tous les lycéens ont le même emploi du temps et font des mathématiques à la même heure...). Les élèves (tous des garçons, bien sûr) se retrouvent dans ces lycées que chaque préfecture est obligée de construire, puis chaque sous-préfecture.

Il militarise également l'école Polytechnique, créée en 1794 : l'élite pour lui doit être d'abord militaire.

c) **La volonté de développement économique**

Si Napoléon est convaincu que c'est l'état qui doit impulser le développement économique, de fait, ses initiatives ont débouché sur peu de choses, même si certaines fondations sont construites. Seules la betterave à sucre et la chicorée restent dans les mémoires comme des réussites napoléoniennes, les autres mesures ont peu d'influence. Il est contradictoire de diriger de manière autoritaire l'économie, qui a besoin d'une certaine autonomie. Mais surtout, la guerre, qui est le cœur de l'Empire empêche tout développement économique, à la fois par le poids qu'elle fait peser sur le pays, mais aussi en empêchant tout commerce et tout échange de technologie avec l'Angleterre, le pays le plus développé.

d) **La guerre est au centre de l'Empire**

La guerre est l'horizon quasi-permanent entre 1791 et 1815.

Si la guerre est au début défensive -la Révolution Française est attaquée de toutes parts-, à partir de 1795, elle s'étend hors des frontières de France et devient expansionniste. C'est justement ce que craignait Robespierre, qui avait voté contre la guerre en 1791.

Cette expansion territoriale est justifiée par la volonté de « libérer » les peuples étrangers, de leur apporter les acquis de la Révolution. Et effectivement, les peuples voisins acceptent avec enthousiasme l'arrivée des soldats français.

Mais à quel moment les « libérateurs » se transforment-ils en occupants ?

Avec Napoléon Bonaparte, les choses sont claires : il ne s'agit plus de libérer les peuples, mais de transformer l'Europe sous le contrôle de la France, et au service de la France.

La personnalité de Bonaparte est décisive : c'est principalement un homme qui recherche la gloire par la guerre, en suivant le modèle de Jules César et d'Alexandre. Mais cette guerre est au service d'une transformation du monde suivant ses directives.

De 1803 à 1812, l'Empereur vainc les différentes coalitions, de plus en plus élargies, qu'on lui oppose, c'est grâce à son génie militaire, certes. Mais c'est aussi parce qu'il dispose d'un outil militaire nouveau, et forgé pendant les guerres révolutionnaires. L'appel à la mobilisation de masse pour « défendre la Patrie en danger » permet de disposer d'armées très nombreuses, allant sous Napoléon jusqu'à 1 million d'hommes. C'est cette armée qu'on appelle « la Grande Armée ». En face, on en est encore aux guerres traditionnelles avec des soldats professionnels, donc bien moins nombreux, même si la réunion de plusieurs pays permet d'avoir sur le papier la supériorité numérique... Et outre cette armée nombreuse, entraînée aux manœuvres, mobile, Napoléon dispose d'une artillerie (il a suivi dans son adolescence les cours d'une école du « génie », c'est à dire de l'artillerie) qu'il utilise de manière innovante : elle est organisée de manière autonome, avec des spécialistes de haut niveau (c'est pour cela que Napoléon militarise l'école Polytechnique). Le but de la guerre napoléonienne est la destruction de l'armée ennemie, ce qui est totalement nouveau. C'est pour cela que l'on utilise l'artillerie, les charges de cavalerie, les déplacements de l'infanterie. Cette volonté nouvelle d'anéantir l'armée ennemie modifie le visage de la guerre. A partir de Napoléon, les batailles auront un coût humain terrible. Cette nouvelle conception de la guerre débouchera sur les horreurs de 14-18.



Regarde la carte 2 p. 15

Jusqu'en 1812, Napoléon se sent invulnérable. Les différents rois battus se soumettent, s'allient avec l'empereur. Napoléon est à la tête d'un empire continental aux statuts variés : territoires annexés à la France, territoires dépendants, territoires alliés, au moins provisoirement. Mais l'ennemi de Napoléon, c'est la Grande-Bretagne, qui ne sera jamais envahie, qui contrôle les mers, qui domine la France aux Antilles : la lutte Grande-Bretagne-Empire français dépasse l'Europe.

Depuis 1806, Napoléon espère pouvoir mettre la Grande-Bretagne à genoux économiquement en instaurant un blocus sur tous les littoraux européens. La Grande-Bretagne, en effet, a besoin d'exporter ses produits, et les pays européens sont ses clients. En fait, le blocus continental sera un échec : on ne peut contrôler des dizaines de milliers de kilomètres de côtes. La contrebande se généralise. Et finalement, les européens sont plus dépendants de la Grande-Bretagne que l'inverse. Le blocus rendra certains produits rares, et freinera le décollage économique européen.

La domination française change en profondeur l'Europe de l'ancien régime. Les vieilles élites sont balayées, les lois sont changées, souvent sur le modèle du code civil français. Mais elle provoque aussi des résistances. Dans tous les pays dominés, il faut choisir : collaborer avec les autorités françaises, ou résister.

En Espagne, la résistance anti-française est particulièrement forte. En 1808, Madrid se soulève contre les troupes françaises. La rébellion est écrasée dans le sang par Murat.



Ce tableau de Goya « El tres de Mayo » représente les exécutions sommaires commises par les Français. Il est devenu le symbole de la répression sanglante par des troupes d'occupation, bien au-delà du cas de l'Espagne.

Napoléon impose alors son frère Joseph comme roi d'Espagne, cela embrase tout le pays. Mais les Français ne viendront pas à bout de la guérilla. C'est le premier échec de Napoléon.

Mais c'est à partir de 1812 que l'Empire se défait très rapidement.

En 1812, Napoléon décide de punir le tsar russe, qui refuse d'appliquer le blocus continental. Une immense armée (700000 hommes, avec les contingents « alliés ») envahit la Russie, prend Moscou (qui n'est pas la capitale de la Russie à l'époque), en septembre 1812. Les armées russes ont reculé, sans combattre en bataille rangée. L'armée de Napoléon a déjà souffert tout l'été : une armée aussi nombreuse demande de gros moyens logistiques, impossibles à déployer sur une distance aussi longue avec les moyens de l'époque.

Dès l'entrée à Moscou, les habitants décident de brûler leur ville, construite en bois. Au bout d'une semaine d'incendie, les Français se retrouvent à camper dans une ville presque entièrement détruite. Le tsar est hors d'atteinte dans sa capitale, St Petersburg.

Se sentant dans l'impasse, le 19 octobre, Napoléon prend la décision de quitter Moscou pour rentrer en France. Dès le début, cette retraite vire à la catastrophe. Les armées russes commandées par Koutouzov harcèlent l'armée française, la route est la même que celle empruntée à l'aller. Il n'y a donc plus de possibilités de s'y ravitailler. Très vite, les chevaux meurent de faim ou sont abattus pour nourrir les soldats. On est donc obligé d'abandonner des milliers de canons, de chariots, de matériel. En novembre commence l'hiver russe, avec des températures à -20°. Or, les soldats français n'ont aucun équipement. Le 25 novembre, c'est le passage de la Bérézina, à la limite de la Russie, dans des conditions catastrophiques.



La retraite de Moscou, tableau d'Adolph Northen, 1866.

Le bilan humain est terrible : moins de 30000 soldats quittent la Russie. Les autres sont morts de faim, de froid, de leurs blessures au combat. Beaucoup ont été faits prisonniers, et beaucoup aussi ont déserté. Des dizaines de milliers de ces soldats français, prisonniers ou déserteurs, décideront d'ailleurs de rester en Russie, en refusant d'être rapatriés.

Les conséquences de cet échec sont nombreuses :

- En France, l'ampleur des pertes humaines, dans un pays déjà épuisé démographiquement par près de vingt ans de guerre de type nouveau, et donc destructeur, provoque la lassitude. Après cette catastrophe, le nombre de jeunes mobilisés refusant de partir, ou se coupant le pouce pour ne pouvoir utiliser un fusil augmente en flèche.
- Dans les pays sous contrôle français, l'espoir naît : Napoléon n'est pas invincible. Une 6^{ème} coalition se forme. Napoléon qui a déjà abandonné la Pologne, se bat en Allemagne, dos au mur. Ses adversaires ont compris qu'il fallait éviter la bataille rangée, et se contentent de l'épuiser.

16 octobre 1813 : c'est la bataille des Nations à Leipzig. Napoléon est battu par une armée formée de jeunes volontaires allemands. Ce sont des jeunes paysans, des jeunes citadins. Même si Napoléon peut sauver une partie de son armée, cette victoire est essentielle : la nation allemande a pris conscience de sa force.

La dernière campagne en 1814 se déroule en France. En avril 1814, Napoléon abdique, il est enfermé par les alliés à l'île d'Elbe.

En 1815, il s'enfuit de l'île d'Elbe, remonte sur Paris, regroupe une armée. La dernière bataille est celle de Waterloo, où Napoléon est battu. Cette fois, on l'envoie dans l'île la plus isolée qui soit au monde : l'île de Ste Hélène. Il y finira sa vie.

Caricature anglaise de Napoléon à Ste Hélène.



Drawn from the Life at Longwood, 5th June 1820

b) Revenir à l'Ancien Régime ?

Les puissances coalisées ne se sont pas uniquement défendues contre un pays trop puissant et expansionniste.

Ce qu'elles veulent, c'est effacer la Révolution française, pas seulement éliminer Napoléon.

a) Le congrès de Vienne : assurer le retour à l'ordre ancien

Il faut à la fois rétablir l'ancien ordre social et politique, mais aussi établir un nouvel ordre européen. L'Europe a été totalement bouleversée. Le congrès de Vienne qui réunit tous les ministres des affaires étrangères des grandes puissances (Autriche, Russie, Grande-Bretagne, Prusse) et celui de la France du retour à l'ancien Régime, Talleyrand, veut réorganiser l'Europe de manière à éviter le retour d'une nouvelle guerre. C'est la recherche de l'équilibre des puissances, qui sera le principe directeur de la politique européenne internationale tout le XIX^{ème} siècle, et auquel la Grande-Bretagne, la grande puissance du siècle, sera très attentive.

Ce nouvel ordre européen redessine les royaumes, met en place de nouvelles dynasties, pour remplacer celles mises en place par Napoléon. On ne tient donc pas compte des aspirations nationales qui se sont exprimées pendant ce quart de siècle.

Mais surtout, les grandes puissances sont vigilantes sur le contenu des politiques menées en Europe. C'est ce qu'on appellera la Sainte Alliance (expression devenue proverbiale, qui désigne une alliance très réactionnaire) : les rois ont un pouvoir de type divin et absolu. Chacune des puissances s'engage à soutenir, y compris militairement, le pouvoir autocrate des autres rois : c'est un club solidaire de monarques absolus et réactionnaires.

Mais peut-on revenir en arrière ?



L'Europe de 1815

b) Des aspirations irrépressibles

• Les aspirations nationales

La domination napoléonienne a suscité en réaction de vigoureux sentiments nationaux. C'est une nouveauté : les peuples ne se percevaient pas encore comme des nations. Mais la Révolution Française a popularisé la notion de nation, en l'associant au pouvoir du peuple. La nation est un des fils rouges du XIX^{ème} siècle européen, et est à l'origine des guerres qui ensanglantent l'Europe pendant plus d'un siècle. Le congrès de Vienne qui voulait garantir la paix n'avait pas tout à fait tort de se méfier de l'idée de nation. Mais on ne peut revenir en arrière.

Qu'est-ce qu'une nation ? Une nation rassemble des gens qui ont une même langue, une même histoire, une même sensibilité, qui se sentent avoir un avenir commun. Une nation se construit, elle n'est pas là de tout temps. Et tout le long du siècle, dans les différents pays, on se livre au recensement des coutumes anciennes, des danses et musiques populaires, au recueil des contes (par exemple les frères Grimm pour l'espace germanique). Mais le but de chaque nation, une fois qu'elle a trouvé son identité, c'est de se transformer en État, avec sa souveraineté, son territoire,

son indépendance. Il faut donc à la fois se révolter contre ceux qui contrôlent votre territoire, mais aussi se battre contre les voisins, qui eux aussi veulent leur indépendance et sont intéressés par votre territoire : les nations sont entremêlées, parfois inextricablement, en particulier dans les Balkans, territoire où se multiplieront les guerres sanglantes, jusqu'à celle de 1914, et à la dernière, celle de Yougoslavie en 1995.

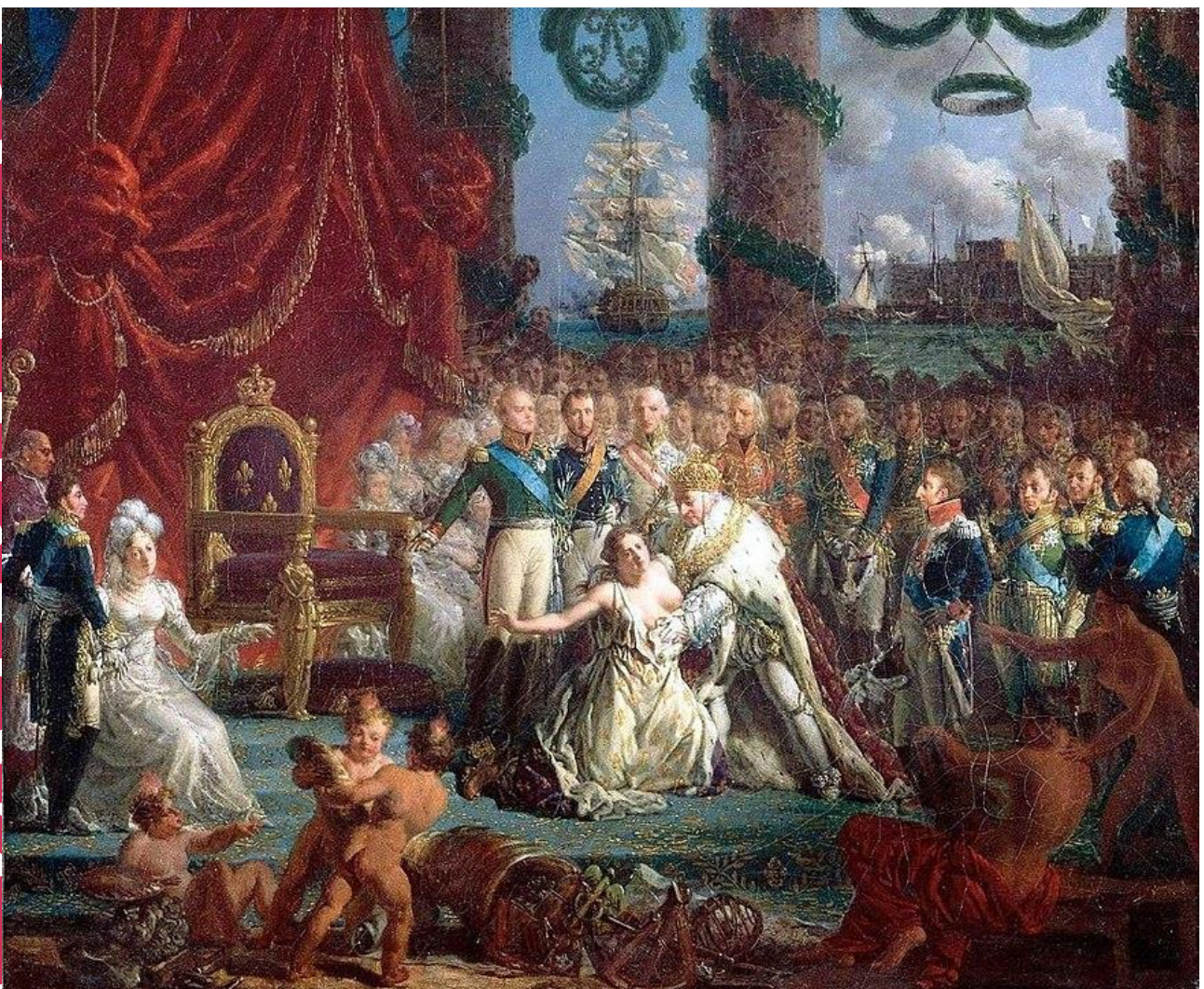
• Les aspirations libérales

La Révolution Française a fasciné tous les peuples d'Europe, même s'ils se sont ensuite révoltés contre son expansionnisme. Et la domination napoléonienne a balayé l'ordre ancien, imposant un nouveau code civil, de nouveaux rapports politiques. Le retour en arrière semble impossible, d'autant que la Grande-Bretagne est aussi un exemple de libéralisme politique, et souvent le refuge des opposants pourchassés dans leur pays.

c) Réinstaurer l'ordre ancien en France ?

En 1814, la France est envahie par les troupes de la coalition, et Napoléon a abdiqué. Il y a donc un vide de pouvoir. Il n'est pas pensable pour ces souverains absolus de redonner au peuple le pouvoir de décider de ses dirigeants et de son régime politique. Ils imposent donc le retour de l'ancienne dynastie capétienne. Les frères de Louis XVI ont passé près de 25 ans réfugiés à l'étranger.

Le pouvoir est proposé au plus âgé des frères de Louis XVI, qui devient roi sous le nom de **Louis XVIII** (on fait comme si le fils de Louis XVI avait succédé à son père).



Allégorie du retour des Bourbons le 28 avril 1814 : Louis XVIII relevant la France de ses ruines.

Louis XVIII a compris qu'il fallait faire certaines concessions pour stabiliser et pacifier le royaume. Si les nobles émigrés rentrent, « n'ayant rien oublié et rien appris », reprennent leurs terres, cherchent à réimposer les taxes et prélèvements, Louis XVIII fait la concession aux classes propriétaires d'une monarchie constitutionnelle, où le vote est certes censitaire, mais existe néanmoins, même s'il a peu d'importance.

Mais pour la plupart des français, c'est un net retour en arrière. Symboliquement : on en revient au drapeau blanc, on interdit la Marseillaise et tout ce qui rappelait la Révolution et l'Empire. Or, un sentiment de fierté nationale s'est développé en France, et le drapeau tricolore en était le symbole. Mais aussi dans la vie quotidienne : le poids de l'Église, en particulier des religieux les plus conservateurs est sensible, tout comme l'arrogance des émigrés de retour.

Mais les choses se durcissent avec l'arrivée sur le trône du dernier frère, à la mort de Louis XVIII. **Charles X**, étroit d'esprit, autoritaire, n'ayant aucun sens politique, est un bon représentant de ce qu'on appelle les ultras (ceux qui veulent revenir sur tous les acquis, même les plus minimaux, de la Révolution Française). Il veut revenir sur les timides concessions faites par son frère sur la liberté de la presse, la liberté individuelle. Ce couvercle de plomb entraîne une morosité générale. Il ne faut pas oublier que la Révolution et l'Empire ont été aussi un moment où la jeunesse a pu arriver très vite aux responsabilités, que ce soit à l'armée ou en politique, où des gens venus de rien ont pu très vite monter tout en haut de l'échelle, s'ils avaient les compétences. Et là, on se retrouve devoir obéir à des aristocrates qui ne connaissent plus leur pays : ils ont vécu près de 35 ans en exil, et qui cherchent à revenir au temps lointain de leur jeunesse disparue.

L'obstination et l'incompétence de Charles X finissent par lasser : les 27, 28, 29 juillet 1830, ce sont les 3 glorieuses. Il abdique en faveur de son petit-fils, en confiant la régence à son cousin le duc d'Orléans. Celui-ci fait enregistrer l'abdication par le parlement, mais ne parle pas de régence. C'est lui qui devient roi, sous le nom de Louis Philippe.



Une des caricatures publiées après les 3 glorieuses. Les volatiles ont les figures de la famille royale, s'envolant pour l'Angleterre, chassés par des paysans et gens du peuple.

La France n'a pas le seul pays à se révolter : la Belgique, la Grèce, l'Italie, la Pologne se soulèvent, avec plus ou moins de succès, pour obtenir leur indépendance. Les libéraux se révoltent en Espagne, en Italie... La Révolution française et l'Empire ont créé un espace européen, dans lequel les idées circulent, les révolutionnaires se soutiennent, tout comme les monarchies.

d) Après l'échec du retour à la monarchie d'avant 1789, une monarchie constitutionnelle

Le nouveau roi, très marqué par l'expérience anglaise, veut retenter l'expérience avortée d'une monarchie constitutionnelle. Il se pose en homme modeste, en Français comme les autres Français. C'est pour cela qu'il se fait appeler « roi des Français », et non plus roi de France : la France n'est pas sa propriété, il est juste un Français un peu au-dessus des autres.

Il garantit les droits de l'opposition, de la presse, des représentants. Il s'appuie sur un corps social plus large que les ultras, qui ne comprenaient que quelques dizaines de milliers de Français. La classe sociale qui soutient Louis-Philippe, c'est la bourgeoisie industrielle, commerciale. En effet, Louis-Philippe reprend aussi le modèle économique anglais : industrialisation rapide, soutien aux entreprises... « Enrichissez-vous... » proclame le premier ministre Guizot. Mais si une petite minorité s'enrichit, la plupart s'appauvrit, tout comme en Angleterre. Le creusement des inégalités est d'autant plus mal toléré que la Révolution Française a créé en France une culture de l'égalité qui est une de ses spécificités.

Si les contestations entre 1815 et 1830 sont politiques, celles de la monarchie de juillet sont bien davantage sociales.



Caricature de Louis-Philippe par Daumier.

La Révolution de 1848, qui clôt la monarchie de Juillet, est porteuse d'immenses attentes de justice et de changement sociaux.

POUR ALLER PLUS LOIN

> Deux très beaux films pour comprendre pourquoi la Révolution Française donna tant d'espoirs :

- **Le peuple et son roi, Pierre Schoeller, 2018**
La Révolution française vue du côté des habitants du Faubourg St Antoine à Paris
- **Un violent désir de bonheur, Clément Schneider, 2018**
La rencontre de soldats républicains et d'un jeune moine, aux confins de la vallée de la Roya

> Littérature :

Tu as lu dans l'introduction à ce livret l'importance de la littérature française pour comprendre ce qui se passe dans cette période.

Mais pour cette séquence Guerre et paix de **Léon Tolstoï**, Les Misérables de **Victor Hugo** et Le rouge et le noir de **Stendhal** sont des passages obligés.

Extrait de cours



QCM

1ère question :

Une monarchie constitutionnelle est une monarchie :

- ☐ où le roi a tout le pouvoir
- ☐ où le peuple a tout le pouvoir
- ☐ où le régime politique est encadré par des règles décidées et votées par les représentants de la nation

2ème question :

Le roi est guillotiné en :

- ☐ 1789
- ☐ 1792
- ☐ 1793

3ème question :

Bonaparte est d'origine :

- ☐ corse
- ☐ italienne
- ☐ marseillaise

4ème question :

La campagne de Russie se termine par :

- ☐ la soumission du tsar
- ☐ la retraite de Napoléon
- ☐ un traité de paix entre les deux pays

5ème question :

Le code civil :

- ☐ assure l'égalité entre les différents Français
- ☐ organise le contrôle de la famille par le chef de famille
- ☐ ne s'intéresse qu'aux crimes et délits



| CORRECTIONS

Exercice 1 :

Ce sont principalement des femmes qui montent à pied à Versailles depuis Paris, même si c'est un homme, qui n'est pas un député, mais un homme du peuple, qui prend la parole.

Leurs revendications sont

- politiques : défendre le symbole de la révolution, la cocarde tricolore, qu'elles estiment bafouées par les gardes du corps du roi, obtenir que le roi accepte la constitution et la déclaration des droits, faire revenir le roi et sa famille ainsi que l'Assemblée Nationale à Paris.
- sociales : du pain, de la nourriture, la satisfaction des besoins élémentaires.

Exercice 2 :

Il y a eu 4 constitutions en 8 ans :

- celle de 1791, qui organise la monarchie constitutionnelle
- celle de 1793, jamais appliquée, mais qui organise très démocratiquement la République
- celle de 1795, qui met en place le Directoire
- celle de 1799, qui met en place le Consulat.



| QCM - Correction

1ère question :

Une monarchie constitutionnelle est une monarchie :

- ☐ où le roi a tout le pouvoir
- ☐ où le peuple a tout le pouvoir
- ☒ où le régime politique est encadré par des règles décidées et votées par les représentants de la nation

2ème question :

Le roi est guillotiné en :

- ☐ 1789
- ☐ 1792
- ☒ 1793

3ème question :

Bonaparte est d'origine :

- ☒ corse
- ☐ italienne
- ☐ marseillaise

4ème question :

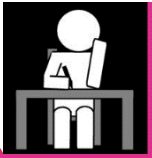
La campagne de Russie se termine par :

- ☐ la soumission du tsar
- ☒ la retraite de Napoléon
- ☐ un traité de paix entre les deux pays

5ème question :

Le code civil :

- ☐ assure l'égalité entre les différents Français
- ☒ organise le contrôle de la famille par le chef de famille
- ☐ ne s'intéresse qu'aux crimes et délits



| DEVOIR N°1

1ère question : (/ 10 points)

En t'appuyant sur les documents des pages 28-29, présente les différents enjeux du procès de Louis XIV et les argumentations utilisées.

2ème question : (/ 3 points)

Quelles sont les missions données au corps des préfets dans le document 1 p. 31 ?

3ème question : (/ 3 points)

Présente Metternich, et les objectifs qu'il assigne à la nouvelle Europe de la Ste Alliance dans le texte 3 p. 51.

4ème question : (/ 4 points)

Classe les informations trouvées dans les cartes 2 et 3 p.43 dans le tableau suivant.

Noms des pays	Monarchie autoritaire et conservatrice	Monarchie libérale	République	Insurrection et nature de l'insurrection, date	Répression et origine de la répression